

La pression de la rue sur les politiques ne cesse de s'accroître

► Nouveau record pour une manifestation sur le climat : plus de 40.000 jeunes ont défilé à Bruxelles, Liège, Namur, Gand, Ostende et Anvers.
► Le monde politique commence à sentir la pression.

Depuis le dimanche 2 décembre, où plus de 75.000 personnes (95.000 disent les relevés téléphoniques de Proximus) ont défilé dans les rues de Bruxelles, chaque manifestation pour le climat est une nouvelle surprise. On pensait que la mobilisation des élèves et des étudiants ne résisterait ni à la durée ni à la crispation de certaines autorités scolaires, relayée par des parents inquiets d'un risque de déscolarisation. On avait tort. Ils étaient 35.000 à Bruxelles, plusieurs milliers d'autres à Liège (1.500), Namur (700), Gand (2.000), Ostende (1.000) et Anvers (500). Soit trois fois plus que le chiffre atteint la semaine dernière. Comme prévu (*Le Soir* 23/01), les francophones se sont massivement mobilisés.

Et d'autres manifestations s'annoncent, dimanche, à Bruxelles : une marche « classique » et une action de désobéissance civile rue de la loi. Plusieurs dizaines de milliers de personnes devraient faire le déplacement. Les activistes sont pour l'occasion soutenus par des personnalités culturelles (Angèle, Stromae, Philippe Geluck, Luc et Jean-Pierre Dardenne).

Les politiques interpellés

Une nouvelle fois, les manifestants s'en sont pris aux politiques, accusés d'être incapables de saisir l'importance des enjeux climatiques et de prendre les bonnes mesures. Aucun parti n'est cité – hormis la N-VA qui s'était vantée auprès des jeunes de faire preuve d'*écocriticisme* – mais aucun parti n'est épargné. De ce côté, on s'est montré fort discret après la manifestation de ce jeudi. Nul communiqué officiel. Peu de déclarations de présidents de parti ou de ministres hormis du côté flamand. Silence du Premier ministre Charles Michel, alors que celui-ci avait très rapidement réagi après la manifestation du 2 décembre. On semble cependant conscient de l'urgence d'apporter des réponses aux demandes de plus en plus pressantes. « *La jeunesse, l'avenir de notre société, nous envoie un message clair. Sachons l'entendre et agir pour la planète! Le temps presse* », indique le député fédéral MR Jean-Jacques Flahaux. La perspective de voir la « *grève climatique* » du jeudi s'installer dans la

durée n'enchant guère. Or, les élèves ont prévenu : ils reviendront. Et ils n'ont pas fait le plein : les étudiants du supérieur, appelés à descendre en rue par la Fédération des étudiants francophones, n'étaient encore que peu nombreux hier. « *Ces jeunes rappellent à tout le monde que c'est fini de ronronner*, dit-on à gauche. *Ils secouent tout le monde, tous partis confondus, des plus fermés aux plus ouverts. C'est forcément interpellant.* » Est-il cependant possible d'avancer une réponse concrète en période d'affaires courantes ? On en a la conviction au Parti socialiste, sur deux points au moins. « *La Belgique peut prendre position au niveau européen pour un relèvement de l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre à -55 % en 2030. Et on peut, dès à présent, décider d'un refinancement massif de la SNCB.* » Sur ces deux éléments, affirme le PS, il existe une majorité au Parlement. Pour Zakkia Khattabi, coprésidente d'Ecolo, « *la N-VA n'est plus là. On peut ouvrir une discussion sur le relèvement des ambitions du plan national énergie-climat afin de rédiger des textes qui engageront les gouvernements suivants. Nous proposons un plan d'investissement massif pour améliorer la performance énergétique des bâtiments* ». Député CDH, Michel de Lamotte rappelle que les quatre parlements du pays ont voté à l'unanimité (moins la N-VA) une résolution avançant une série de pistes concrètes notamment dans l'énergie, la mobilité, l'agriculture et l'enseignement. « *On pourrait extraire certaines de ces demandes et les traduire en actions dès maintenant* », plaide-t-il. Pour le plus long terme, on peaufine des programmes qui seront colorés d'ambitions. Mais Khat-tabi avertit : « *Les gens ne fermeront pas les yeux si les promesses ne sont pas réalisées.* » ■

MICHEL DE MUELENAERE

MAYA

« Cela ne peut plus durer »

À 19 ans, Maya étudie à l'Institut Saint-Luc de Tournai. « *L'école s'est beaucoup investie dans la démarche*

environnementale, explique-t-elle. On essaye d'être une école en transition, de mettre des choses en place comme une cantine plus bio ou faire tout sur du papier recyclé. On nous a encouragés à venir manifester. » Dans cet établissement, une institutrice s'est particulièrement investie : « *Ma professeure de religion nous a suggéré de participer à la manifestation. Début décembre, elle nous avait déjà permis de participer à la COP 24 avec un autre camarade de classe. Le but ? Devenir des citoyens responsables, des "consommateurs" qui réfléchissent à ce qu'ils achètent. Car un des pro-*

blèmes dans notre société, c'est qu'on fait tout par habitude. On ne se rend pas forcément compte que si je veux un t-shirt à cinq euros, cela implique des conséquences dramatiques sur le plan social, climatique... Cela ne peut plus durer. Il faut comprendre tout ça, réfléchir. Et agir. Vu notre nombre aujourd'hui, on peut le voir : nous sommes à un moment de transition. Tout ce que l'on a mis en place après la guerre ne fonctionne plus. Il faut être créatif pour faire changer cette structure qui n'est plus celle de notre génération. Ceux de la génération précédente semblent avoir peur de perdre leurs acquis et ne font rien. C'est à nous de faire ce travail et d'appeler nos dirigeants à mener des politiques beaucoup plus ambitieuses pour l'environnement. »

M.T.H.

LIA**« Il faut changer notre quotidien »**

« Au collège la Berlière-Houtaing, les bancs sont vides, il n'y a plus personne !, assure Lia, jeune fille de 17 ans venue d'Ath manifester avec toute sa classe. Malheureusement, notre préfet ne voulait pas qu'on vienne, contrairement à d'autres écoles. On a donc dû venir en "bandits". On l'a fait, parce qu'on pense que c'est capital d'être là... Parce que le climat, lui-même, est capital. C'est ce que l'on veut rappeler à nos dirigeants qui semblent l'avoir oublié. Ce n'est pas toujours facile de bousculer les personnes qui sont déjà bien ancrées dans la société. Nous, on est encore en train de grandir, c'est à nous de crier. Certains profs nous ont dit être trop vieux pour manifester. Aujourd'hui, on a la certitude de notre

impact sur le réchauffement climatique. Pourtant, j'ai l'impression que les gens ne se rendent pas compte : il va y avoir des guerres, des réfugiés climatiques, un schisme entre les classes sociales... Il faut changer notre quotidien, même si c'est dur, même si notre confort en est altéré. J'entends beaucoup de gens qui critiquent le mouvement. J'en ai lu un qui disait : "Allez manifester et n'oubliez pas de recharger votre téléphone portable grâce à nos centrales nucléaires." C'est honteux car oui, on le fait, on recharge nos GSM... Mais comment faire autrement dans une société consumériste qui nous y pousse ? La société est comme ça. C'est donc à elle de changer. Toute seule, je ne peux pas le faire, vous ne le pouvez pas non plus. Mais on peut le faire, ensemble ! »

M.TH.

ALEXI**« Ce qu'on voit nous fait bouger »**

Venu en train depuis l'athénée royal de Rixensart, ce jeune homme de 17 ans n'a pas eu peur de se lever tôt pour venir manifester pour la première fois de sa vie, ce jeudi. « On a dû laisser passer un premier train tant il y avait de monde !, sourit-il, un peu surpris de l'ampleur que prend le mouvement. Mais c'était sympa, on chantait tous dans le train, même à 8 h du matin... Pas question de manquer le top départ. Je n'ai pas pu venir la semaine dernière car nous avions les cours à suivre. Cette semaine, c'est le directeur qui nous a accordé l'autorisation, après un courriel collectif envoyé par l'ensemble des rhétos pour lui dire que nous voulions manifester. La direction nous l'a accordé, nous ne serons pas punis. Aujourd'hui, ce qui nous fait

bouger, c'est ce qu'on voit : l'état des océans, les continents de plastique, ces grosses sociétés qui émettent beaucoup de CO₂... Nous participons indirectement à ce système, car rien n'est fait pour nous en extraire. C'est aux politiques de nous orienter vers une consommation globale plus responsable. Car, oui, tout le monde est responsable. L'action individuelle est capitale. Mais il faut que tout le monde s'investisse pour que cela ait un réel impact sur la survie de notre monde. Il faut laisser une planète saine à nos successeurs... On attend donc que le gouvernement prenne des mesures. C'est pour ça que nous sommes là aujourd'hui et que nous serons là dimanche... Je vais essayer de rassembler des amis d'autres écoles qui n'ont pas pu venir jusque-là. »

M.TH.

Marghem « On n'a pas suffisamment agi »

La ministre fédérale de l'Environnement et du Climat est en première ligne des critiques adressées aux politiques par les manifestants pour le climat. Mais Marie-Christine Marghem (MR) ne se démonte pas.

Vous vous sentez sous pression ?

Oui, les manifestations se multiplient. Je sens une pression... motivante. Une demande pour accentuer ce que l'on faisait. Il y a des difficultés, depuis plusieurs mois, c'est un euphémisme. Dès le départ, entre les Régions et le fédéral, on a vu que la gouvernance climatique devait être réformée, et qu'on avait besoin de plus de coopération. A ma demande, des universitaires ont examiné la question. Ils concluent qu'il faut accentuer la coopération entre les pouvoirs pour une gouvernance efficace. Les différentes entités fédérées ne fonctionnent pas de manière suffisamment convergente.

Ces débats de procédure ne masquent-ils pas des divergences politiques sur la nécessité d'agir vite et fort pour le climat ?

C'est le danger, vous avez raison. Mais je n'en veux pas. Je veux une sincérité par rapport aux engagements et à l'action. J'espère que ces divergences sont dues à un manque de coordination. Il faut améliorer cela en le traduisant dans une agence ou une loi inter-fédérales pour le climat. Ensemble, nous avons tous les leviers, même s'ils sont parcellisés. La question de la refédéralisation m'est posée sans cesse. Mais il ne faut pas nier la spécificité reconnue aux Régions.

Que pouvez-vous faire d'ici la fin des affaires courantes ?

Les quatre ministres ont décidé d'un planning de réunions communes. Nous allons élaborer une feuille de route pour le partage des objectifs climatiques pour 2021-2030. Je n'ai pas besoin d'une intervention du gouvernement là-dessus. En recanche, si nous voulons remonter les ambitions du plan national énergie-climat et en changer certaines dispositions, il faudra passer au gouvernement, qui est en affaires courantes, ça n'ira pas.

La présence de la N-VA au gouvernement fédéral et en Flandre semble avoir freiné toute ambition climatique. Dans ces conditions, est-il bon pour le climat qu'elle accède à nouveau au pouvoir ?

C'est vrai que cela a été plus difficile d'avancer avec eux sur certains dossiers, pour des raisons liées à l'impact économique de l'ambition. Mais que pourront-ils faire face à la mobilisation ? Elle est fondamentale. Au nord comme

au sud, la jeunesse s'exprime, les adultes aussi, pour le relèvement de nos ambitions.

Vous pensez que ça va les faire plier ?

Il serait irresponsable de ne pas tenir compte de cette mobilisation. Tous les partis, toutes les organisations sont confrontés à la pression. C'est cela qui fait bouger les lignes. La N-VA est un grand rassemblement représentatif de la Flandre pour une économie prospère de la région, ce qui est un bel objectif. Mais si on a cette ambition de prospérité, il ne faut pas hésiter à utiliser la capacité à aller de l'avant sur le plan économique pour réaliser des ambitions, cette fois dans la diminution des gaz à effet de serre.

Mais ils ne sont pas convaincus...

Ils ne sont pas encore dans ce paradigme, dans la conviction que la technologie amenée par des entreprises performantes, dont la plupart ont leur activité principale en Flandre, comme BASF ou Umicore va changer les choses. Ils n'ont pas encore capté que ce sont ces entreprises-là qu'il faut suivre, car elles apporteront les solutions qui donneront du développement économique, lequel amène de la plus-value, que l'on peut redistribuer, y compris vers la transition énergétique. Ils n'ont pas encore compris que tout était lié.

Vous avez eu beaucoup de mal à « contaminer » les autres portefeuilles, on pense à la fiscalité.

Pourquoi la Belgique, malgré les remarques des institutions internationales, utilise-t-elle si peu l'outil de la fiscalité, pourtant compétence du fédéral ? La sixième réforme de l'Etat a changé la donne. Si le fédéral prend une mesure pesant sur tous les habitants, c'est comme s'il transférait au profit de ses propres compétences, de l'argent ponctionné auprès de la population. Cela nécessite aussi un dialogue. On n'a pas encore assez d'éléments de gouvernance et de coopération à tous les niveaux de pouvoir.

Vous n'avez pas suffisamment agi ces dernières années ?

Je le reconnais, mais ce n'était pas dans l'accord de gouvernement, il faut que cela figure dans le prochain. J'ai lancé un débat sur la tarification du carbone...

La mise en place de ce mécanisme, sera dans le prochain accord de gouvernement ?

Absolument. Je n'ai pas fait ce travail pour rien. Les outils sont là, j'ai pris de l'avance pour le prochain gouvernement.

Quoi d'autre au menu ?

L'enjeu majeur, ce sera la diminution des gaz à effet de serre dans la mobilité. C'est le secteur le plus important. Il faut faire en sorte d'avoir une offre adaptée en matière de transport collectif.

Vous pensez à la SNCB ?

M^{me} Dutordoir (patronne de la SNCB, NDLR) dit qu'il

faut un plan d'investissement sur 10 ans à la SNCB, même s'il y a déjà des réponses dans le plan d'investissement stratégique. Au-delà, je pense aux nouvelles technologies et à une révolution mentale dans les transports en commun régionaux.

Toucher aux voitures de société ?

C'est une idée géniale, bien belge, mais il faut la remplacer. Ceux qui en bénéficient sont tout à fait capables

d'utiliser le potentiel financier à une autre mobilité. Mais je n'aime pas l'approche punitive. Il faut un incitant, et quelque chose à côté. Comme le développement de bornes d'alimentation au gaz comprimé et de recharge électrique. Plus on développera ces installations sur le territoire, plus on produira des changements dans l'offre des entreprises automobiles. Mixer les technologies dans le trafic du futur, c'est cela la solution.

Y a-t-il des tensions au sein du MR où certains sont tentés par des thèses climatosceptiques ?

Oui. C'est feutré, mais ça existe. Chacun a ses convictions, mais ce qui compte c'est la synthèse. Cette synthèse, c'est moi qui la fais. Il y a des difficultés, je passe au travers, c'est ma façon d'agir. On a clarifié certaines choses, on a fait un pacte énergétique, on a travaillé à la transition énergétique, on a développé la capacité éolienne en mer du Nord... Il nous arrive d'en parler, chacun a ses convictions.

Ne se berce-t-on pas d'illusions sur la portée des innovations technologiques, alors que des choses sont, pour l'instant, encore problématiques ou loin d'être rentables ?

On poursuit nos politiques, mais on oublie toujours de mentionner les technologies qui pourraient changer les choses... Tous les scientifiques vous le diront. Les technologies « disruptives » vont rompre un jour le trajet dans lequel on se trouve, et changer complètement notre paysage en une fois. Je pense notamment au stockage d'énergie à grande échelle. La technologie va réussir un jour, tout le monde le dit, mais on ne sait pas quand. Deuxième chose fondamentale : le développement des « smart grids » (réseaux intelligents), permettant à l'échelle d'une commune, d'un quartier, d'utiliser l'énergie là où c'est nécessaire ou de la stocker au moment où elle est produite. Quand on commencera à faire de l'adéquation fine - tout ce qui est produit est consommé ou stocké - on aura fait un grand pas. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI
MICHEL DE MUELENAERE